

La nouvelle géographie sociale à l'assaut de la carte électorale

Par Christophe Guilluy, géographe - consultant, Directeur du bureau d'études MAPS

Les résultats du vote du 21 avril 2002 et du référendum de mai 2005 ont confirmé de nouvelles oppositions territoriales entre les centres des grandes métropoles et les périphéries périurbaines et rurales. En 2002, le vote extrême, notamment d'extrême-droite, se concentrait prioritairement dans les espaces périurbains et ruraux, tandis que les centres légitimaient les partis de gouvernement. Trois années plus tard, la répartition des votes favorables ou défavorables à l'adoption du projet de constitution européenne correspondaient à une logique territoriale similaire. Cette logique « centres / périphéries » est la conséquence de l'émergence d'une nouvelle géographie sociale qui, peu à peu, semble redessiner les contours de la carte électorale.

1. LA GENTRIFICATION DES GRANDES VILLES

La géographie sociale héritée de la révolution industrielle, qui opposait les « quartiers bourgeois » aux « quartiers ouvriers », s'efface peu à peu au rythme de la gentrification des villes –(centres et banlieues proches). La ville industrielle, conflictuelle et inégalitaire, attirait et intégrait massivement les catégories populaires venues notamment des campagnes. Les ouvriers, commerçants, et employés y trouvaient du travail mais aussi un logement adapté à leur niveau de revenus. Or, c'est précisément ce parc locatif privé à bas loyer qui disparaît aujourd'hui sous les coups de la gentrification.

La métropolisation a, en effet, entraîné une spécialisation des activités et des emplois des grandes villes vers les secteurs les plus qualifiés. Dans le même temps, les périphéries périurbaines et rurales ont accueilli les activités les moins valorisées, notamment industrielles. En concentrant un nombre croissant d'emplois qualifiés, les métropoles attirent les cadres et les professions intellectuelles supérieures qui, du fait du renchérissement du foncier, trouvent prioritairement à se loger dans les anciens quartiers ouvriers des grandes villes. Ce processus de gentrification - ou d'embourgeoisement des quartiers populaires - touche désormais l'ensemble des grandes villes françaises, dont Paris, Lyon et plus récemment Marseille. Le mouvement atteint désormais les banlieues les plus proches, notamment à Paris et Lyon. Cette dynamique montre que, désormais, le centre des grandes métropoles déborde les limites de la « ville-centre ». Du fait de l'étalement urbain, les communes de banlieues de la première couronne se retrouvent désormais dans la zone la plus centrale des aires urbaines. Cette nouvelle centralité rend ainsi plus attractives toutes les communes des banlieues proches, même quand elles sont pauvres.

Le processus est si puissant qu'après les ouvriers et employés, on assiste aujourd'hui à une éviction des catégories intermédiaires et moyennes de cette zone centrale. Ces catégories populaires et moyennes sont aujourd'hui contraintes d'habiter non pas « de l'autre côté du périph' » mais « de l'autre côté des banlieues », loin, parfois très loin du centre, jusqu'à atteindre l'espace rural. Ce mouvement traduit une rupture fondamentale par rapport à la dynamique sociale et urbaine des deux derniers siècles.

Le double mouvement de gentrification et d'immigration

Si l'embourgeoisement des centres et l'éviction des catégories les plus modestes apparaissent comme un processus irréversible, il faut aussi souligner que ce mouvement s'accompagne de l'arrivée de nouvelles catégories populaires immigrées. Comment expliquer ce paradoxe ?

À partir des années 80, l'immigration familiale s'est substituée à l'immigration de travail. Le regroupement familial s'est alors opéré en dehors des logiques du marché du travail. Si la spécialisation du marché du travail des grandes villes vers des emplois très qualifiés chasse de fait les catégories modestes, en revanche, elle n'apparaît pas comme un frein à l'immigration. Les migrants se concentrent ainsi dans les quartiers où la présence immigrée est déjà forte et où le parc de logements le permet. L'importance du parc social et d'un parc privé dégradé offre ainsi la possibilité aux couches populaires immigrées de se maintenir dans des villes où le prix du foncier a explosé. C'est ce processus qui a notamment conduit à l'ethnisation de nombreux quartiers, aujourd'hui identifiés comme « sensibles ». La déconnexion au marché du travail de ces populations immigrées (souvent peu ou pas qualifiées) qui tend mécaniquement à se renforcer au rythme de la spécialisation du marché de l'emploi métropolitain vers des emplois très qualifiés, accentue les inégalités entre les « quartiers sensibles » et leur environnement.

Dans les espaces centraux des métropoles, la « ville duale » est désormais une réalité. La sociologie y est de plus en plus inégalitaire. Des couches supérieures aisées et intellectuelles côtoient des couches immigrées précarisées. Les couches populaires (non-immigrées) et moyennes ayant disparu de ces espaces, on assiste à une rencontre entre les extrêmes de l'éventail social. Cette cohabitation revêt de plus une dimension culturelle puisque les couches populaires immigrées sont le plus souvent issues de pays extra-européens et de minorités ethniques.

Ce renforcement des inégalités socioculturelles montre que, contrairement aux idées reçues, la mixité n'a jamais été aussi forte dans la ville, notamment dans les quartiers en voie de gentrification. Jamais la « bourgeoisie » ou la « petite bourgeoisie » n'a vécu dans des espaces aussi inégalitaires. Les discours sur « le recul supposé de mixité sociale » révèlent une méconnaissance des nouvelles dynamiques migratoires et, notamment l'impossibilité de penser les concentrations de populations immigrées comme la résultante d'un choix résidentiel.

Paradoxalement, c'est la très forte inégalité socioculturelle qui rend possible la cohabitation. L'immigré n'apparaît pas comme un concurrent pour les catégories intellectuelles et supérieures vivant dans les quartiers en voie de gentrification. L'immigration s'inscrit ici dans le processus accepté, voire plébiscité, de la mondialisation. Cependant, si la mixité est une réalité dans de nombreux quartiers, cette cohabitation est

aussi très ambivalente. Elle est rendue possible, tout d'abord, par un très fort investissement des pouvoirs publics en direction de ces quartiers et des populations immigrées. Elle passe également par le développement de stratégies d'évitement. Un évitement rarement affiché, doux, un « évitement républicain » en somme. On contourne la carte scolaire mais sans exclure « l'autre » ; on vit dans le même quartier mais pas dans le même immeuble. Ces pratiques n'interdisent pas, par ailleurs, l'émergence de véritables solidarités.

Des centres prescripteurs

Si les centres des grandes métropoles concentrent l'essentiel des richesses et le pouvoir économique, ils produisent aussi l'essentiel des discours. Décideurs économiques, cadres, fonctionnaires, politiques, journalistes, chercheurs, tous les prescripteurs d'opinions vivent dans la zone dense des grandes métropoles. Or, pour beaucoup, cet espace central globalement embourgeoisé et accueillant de nombreuses enclaves immigrées et paupérisées résume la société française : une France bourgeoise et petite-bourgeoise d'un côté (souvent confondue avec « les classes moyennes ») et de l'autre une France immigrée, ethnicisée et précarisée (souvent confondue avec les couches populaires ou ouvrières).

On comprend, dans ce contexte, l'attraction des électeurs de la ville pour les discours alliant libéralisme économique, libéralisme culturel et remplacement de la question sociale par des thématiques sociétales. Les grands partis de gouvernement sont logiquement sur-représentés, notamment le parti socialiste et ses alliés verts en tant que « représentants naturels » de la nouvelle petite bourgeoisie urbaine.

Si la population des grandes villes influence fortement les programmes et discours des grands partis, elle domine aussi efficacement le champ culturel. Des aspirations sociétales de la nouvelle bourgeoisie urbaine à la culture populaire issue des quartiers sensibles, l'essentiel de la sphère culturelle est dominée par les habitants des grands centres urbains. Si la « boboïsation » de la sphère médiatique et culturelle est souvent soulignée –voir critiquée-, on ne souligne peut-être pas assez que la culture issue des banlieues s'est aussi imposée comme une référence pour l'ensemble de la jeunesse populaire.

L'hégémonie culturelle et politique des centres fait apparaître *a contrario* l'invisibilité culturelle et politique des périphéries périurbaines et rurales dont le poids démographique n'a jamais été aussi important et où la question sociale est de plus en plus présente.

2. L'ÉMERGENCE D'UNE FRANCE PÉRIPHÉRIQUE

80 % des Français vivent désormais dans un espace à dominante urbaine. Néanmoins, ce résultat recouvre une réalité plus complexe. Du fait de l'étalement urbain, la proportion de Français vivant dans une ville-centre ne cesse de régresser pour ne représenter aujourd'hui qu'un quart de la population. Ainsi, et même si l'on ajoute les banlieues des premières couronnes à cet espace central, c'est bien une minorité de Français qui vit dans les limites de « la ville ». Inversement, une majorité de Français vit à l'écart

de la ville dense - loin de ses équipements mais aussi du marché de l'emploi le plus actif, le plus qualifié et le plus rémunérateur.

Contrairement à la situation qui a prévalu jusqu'aux années 80, ce sont désormais les catégories les plus modestes, ouvriers, employés, parfois les précaires, qui quittent la ville.

En quittant la ville (et le logement collectif) pour des espaces périurbains et ruraux (et un habitat individuel), les couches populaires ont accéléré leur disparition culturelle et politique. C'est donc hors des murs de « la cité », dans des périphéries invisibles et aphones, que se concentre aujourd'hui une part toujours plus importante de la population et où émerge une nouvelle question sociale. Dans cette France périphérique, mais majoritaire, l'ouvrier en milieu rural, le petit paysan, l'employé d'un lotissement bas de gamme et le chômeur des régions industrielles se retrouvent dans un même sentiment de relégation sociale et culturelle.

Un poids démographique sans cesse renforcé

Si le noyau dense des villes attire toutes les attentions, c'est bien dans les espaces périurbains et ruraux qu'on enregistre les plus fortes dynamiques démographiques. Entre 1990 et 1999, les espaces périurbains ont ainsi connu un taux de croissance de 3,5% par an contre 0,4% dans les centres urbains. L'INSEE précise d'ailleurs que si on s'en tient strictement aux espaces urbains, 72 % de la croissance démographique urbaine est liée au périurbain contre 28 % à la ville dense. D'autre part, les espaces ruraux, qui se sont dépeuplés depuis la révolution industrielle, connaissent un renouveau démographique depuis 1990. Cette croissance est due à l'arrivée de nouveaux arrivants mais aussi à un fort accroissement naturel. Les espaces périurbains et une partie des espaces ruraux sont désormais ceux qui accueillent les grandes familles et enregistrent les taux de natalité les plus importants. Notons à ce titre que les territoires ruraux ont aujourd'hui des taux de fécondité supérieurs à ceux des espaces périurbains et surtout urbains.

De nouvelles dynamiques sociales

Les espaces périurbains et ruraux sont majoritairement habités par des catégories populaires, ouvriers et employés, pour l'essentiel salariés du secteur privé. Ces catégories sont celles qui ont subi le plus durement la dégradation du marché du travail depuis 20 ans. Les aspects majeurs de cette dégradation sont la détérioration des conditions de travail, le temps partiel subi et le chômage.

Loin des villes mondialisées, les habitants des espaces périurbains et ruraux, dont les emplois sont en général situés dans la sphère productive, subissent beaucoup et profitent peu de la mondialisation. La géographie des plans sociaux est celle de la France périphérique, pas celle des centres. La structure de l'emploi influant sur le niveau des revenus, il n'est pas étonnant que la France du périurbain et du rural soit aussi celle des revenus modestes et où le pouvoir d'achat a le moins augmenté. Le renchérissement du foncier et la hausse des carburants ont participé fortement à cette baisse. Notons que contrairement à la situation qui a prévalu jusqu'en 1960, ce n'est pas la faiblesse du niveau de vie des agriculteurs qui est en cause : la majorité des habitants des espaces ruraux sont des ouvriers et les nouveaux arrivants souvent précaires. À ce titre, depuis la fin des années 90, plus de 80% des ménages arrivés dans les campagnes ont des revenus modestes, c'est-à-dire sont éligibles au parc social, et surtout près de la moitié d'entre eux sont des ménages

précaires ou pauvres (éligibles au parc très social de type PLAI soit ayant des revenus inférieurs à 60% des plafonds HLM).

Les nouvelles dynamiques sociales et démographiques à l'œuvre en dehors des villes sont relativement négligées pour deux raisons.

La première raison tend à rappeler l'image d'Épinal associée à ces territoires. L'étalement urbain qui a démarré dans les années 60 était le fait de petites couches moyennes salariées en phase d'ascension sociale. À l'époque, l'achat de la maison individuelle venait concrétiser cette promotion. Le développement des transports urbains terrestres et ferré accompagnait ce mouvement par l'édification de fortes infrastructures facilitant les migrations pendulaires. Les ouvriers et employés, et plus généralement les salariés modestes du secteur privé, représentaient alors le fer de lance du processus de moyennisation de la société française et en étaient les principaux bénéficiaires. Aujourd'hui, il reste encore très difficile d'associer les paysages de banlieues pavillonnaires à la question de la précarisation de ces petites classes moyennes. L'évocation du phénomène de précarisation des espaces périurbains et ruraux écorne singulièrement l'image d'une France majoritairement tranquille et intégrée.

La deuxième raison qui rend difficile la perception des nouvelles dynamiques sociales des territoires tient à la difficulté, y compris statistique, de mesurer la logique de dispersion de la précarité. Depuis les années 80, la thématique de la relégation territoriale est exclusivement associée à celle de la concentration. La politique de la ville s'est ainsi développée à partir d'un repérage des situations de concentration : concentration de chômeurs, des précaires, des violences urbaines, des immigrés. Les politiques publiques initiées dans les quartiers visent d'ailleurs à traiter la question sociale notamment à partir de la déconcentration des difficultés. Les pouvoirs publics considèrent que la dispersion des difficultés est préférable à leur concentration. Cet objectif est d'ailleurs explicite dans les lois de 2003 concernant la politique de la ville et portées par J.-L. Borloo. Dispersées, les difficultés sont en effet moins visibles mais deviennent plus difficiles à repérer et à traiter. Si les années 80 et 90 ont été marquées par la crise des quartiers sensibles dans une logique de concentration, on assiste à une dispersion de l'insécurité sociale et urbaine sur l'ensemble des territoires depuis le milieu des années 90. Chômage, précarité, violences urbaines, immigration, les exemples d'une diffusion des difficultés ne manquent pas.

Rappelons notamment que 80 % des ménages pauvres urbains ne vivent pas dans les quartiers sensibles et encore moins dans le parc HLM. Les chômeurs ne sont pas non plus concentrés dans quelques quartiers en crise mais se répartissent au contraire sur l'ensemble des territoires, notamment périurbains et ruraux. De la même manière, les jeunes au chômage ne vivent pas majoritairement en banlieue, pas plus que les chômeurs diplômés. Ces derniers sont d'ailleurs particulièrement présents dans les territoires périurbains et ruraux. Aujourd'hui, les dynamiques foncières, économiques et sociales mais aussi les politiques publiques (celles qui visent à la déconcentration) accélèrent un processus de dispersion des difficultés en dehors de la ville.

La question de la prise en compte de cette dispersion est un débat essentiel. La non-reconnaissance de cette nouvelle question sociale est particulièrement mal ressentie par les

habitants des espaces périurbains et ruraux dont le rapport à l'Etat ne cesse de se distendre. Certains problèmes sont ainsi occultés. On peut citer par exemple la question de la mobilité. Cette contrainte pèse prioritairement sur les catégories populaires qui vivent en dehors des villes où le réseau de transports publics est plus faible et parfois inexistant. On imagine les difficultés d'un retour à l'emploi pour un chômeur précarisé vivant à des dizaines de kilomètres d'une zone d'emploi. Plus généralement, on constate que l'éloignement aux centres pose aussi la question de la mobilité sociale notamment pour les jeunes. L'éloignement et le renchérissement du foncier rendent impossible l'accès à la ville, à ses meilleures écoles et à ses emplois pour la majorité des jeunes issus des catégories populaires des espaces périurbains et ruraux. La frustration, et parfois la radicalisation de la jeunesse périurbaine et rurale, sont aussi à rechercher dans la fermeture des portes du marché de l'emploi le plus actif.

S'il existe une logique d'intégration par les centres, dont peuvent potentiellement bénéficier les habitants des quartiers sensibles, l'éloignement et la dispersion renforcent en revanche la relégation sociale et culturelle de la France périphérique. On peut prédire sans risque que les rares parcours d'ascension sociale de jeunes issus de milieux populaires seront plus le fait de jeunes issus des quartiers sensibles plus que ceux de la France périphérique.

3. CONCLUSION

Les élections de 2002 et 2005 ont confirmé l'enracinement d'un vote contestataire et de repli dans l'ensemble des territoires périurbains et ruraux. Ces logiques de repli et de fermeture sont-elles plus fortes en 2007 ? On peut le craindre, et ce d'autant plus que deux phénomènes récents viennent accentuer la déstructuration de ces espaces.

Le premier tient à la dispersion de l'immigration dans les régions et territoires où elle était peu présente, notamment dans les territoires périurbains et ruraux. Cette nouvelle donne est particulièrement conflictuelle dans des régions où nombre d'habitants se sont précisément installés pour éviter la cohabitation avec les populations immigrées. Le refus de construire des logements sociaux, notamment à un moment où le pays en a le plus besoin, illustre une montée du rejet de l'immigration dans ces territoires.

Le second phénomène, plus important, tient à l'explosion des violences « urbaines » sur des territoires autrefois « tranquilles ». On a ainsi peut être pas suffisamment souligné que la particularité des émeutes de novembre 2005 ne tient pas à l'intensité des violences dans les zones sensibles des grandes villes mais d'abord à leur dispersion sur les territoires périurbains et ruraux, dans les petites et moyennes villes.

À quelques semaines de l'échéance de la présidentielle, et alors que les sondages apparaissent comme des caisses de résonance des centres prescripteurs, on peut être assuré que la France périphérique pèsera de tout son poids sur le résultat.

Pour en savoir plus :

- "L'atlas des nouvelles fractures sociales: les classes moyennes oubliées et précarisées" avec C.Noyé. Supplément : les classes moyennes face à la

mondialisation : la tentation du repli" Autrement 2006

- "L'atlas des fractures françaises . Les fractures françaises dans la recomposition sociale et territoriale", L'harmattan, 2000.